

Les enjeux d'une guerre

Entretien avec
Lucio Carraciolo,
directeur de la revue *Limes*

Les issues probables de cette guerre menée sans véritable stratégie par les Etats-Unis et l'Europe, les erreurs d'appréciation commises par l'Otan les enjeux pour l'avenir des Balkans et l'Europe sont les principaux thèmes abordés par le directeur de cette importante revue italienne de géopolitique.

Bernard Ravenel : — Quel enjeu géopolitique constitue pour l'Italie la guerre actuelle dans les Balkans ?

A la différence des autres pays de l'OTAN engagés dans la guerre, l'Italie est en première ligne, avec ses soldats dans les Balkans et surtout avec les bases alliées en Italie d'où partent les avions chargés de bombes. Comme disaient les Russes, nous sommes «l'étranger proche» et même nous sommes déjà à l'intérieur des Balkans à travers notre présence en Albanie depuis quelques années. Et du point de vue pratique cette situation a des retombées directes chez nous avec le flux des désespérés qui viennent d'Albanie. Et si, comme il est probable, la guerre s'élargit avec l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro et aussi avec la Serbie, nous sommes face à une situation de flux de réfugiés vers l'Italie impossible à maîtriser.

En même temps l'Italie est et sera toujours plus le seul pays riche voisin qui pourrait avoir une certaine influence économique et politique.

— Et le reste de l'Europe ?

Il y a différents degrés d'intérêt. Pour les pays les plus éloignés (au nord et dans la péninsule ibérique) il n'y aura pas de conséquences. Par contre il y en aura pour l'Autriche, pour l'Allemagne et peut-être pour la France (où existent déjà des réseaux kosovars).

Les conséquences pratiques, c'est d'abord le problème de la reconstruction qui sera surtout pris en charge par l'Italie et par d'autres pays européens mais pas par les Etats-Unis. Cela impliquera un coût important créera même si on peut aussi s'attendre à bénéficier de quelques opportunités.

— Mais pour l'Italie n'y a-t-il pas une dimension spécifique liée au rôle des mafias ?

Certainement, depuis un certain temps déjà, il y a une liaison entre les organisations criminelles; et plus précisément entre les mafias italiennes et les mafias slaves et albanaises qui sont assez bien implantées en Italie non seulement dans le Sud bien sûr mais aussi dans la région de Milan et du Nord-Est. Ce phénomène qui va s'amplifier aura des conséquences sociales et économiques majeures en Italie. Si on y ajoute le problème d'ensemble des réfugiés qui au mieux transitent et au pire s'établissent, il y aura à gérer des dizaines de milliers, et peut-être plus, de réfugiés. Toutes ces données nouvelles poseront le problème considérable d'un nouvel aménagement du territoire italien.

— Quelle analyse faites-vous de la stratégie de l'OTAN qui implique l'Italie ?

L'OTAN a montré qu'elle n'avait pas de stratégie ; elle n'était pas prête. Elle n'a pas calculé la résistance de Milosevic. Comme l'a bien remarqué Primakov, l'OTAN ne sait pas jouer aux échecs ; elle réagit au jour le jour. Le vrai débat aujourd'hui (14 mai) est de savoir s'il faut traiter ou non avec son successeur, par exemple un général qui ferait un coup d'Etat après les bombardements. C'est une idée un peu extravagante parce que ce monsieur serait appelé le jour d'après à signer l'acte de cession du Kosovo, ce qui en Serbie équivaut pour quiconque à un suicide politique.

— L'hypothèse d'une intervention au sol vous paraît-elle crédible?

Elle est difficile à exclure, même si elle apparaît aujourd'hui complexe à mettre en oeuvre. Elle dépend d'un élargissement du conflit à la Macédoine et au Monténégro par les deux protagonistes. Par exemple, est-ce que l'OTAN a intérêt à accentuer la situation de crise au Monténégro pour aider le président Djukanovic à créer un Etat quasi-

indépendant pour mettre en crise la Yougoslavie avec une énième guerre civile yougoslave ?

Il y a aussi le risque d'éclatement de la Macédoine entre Albanais et Slaves, qui en ont un peu assez et qui regardent la Bulgarie et la Serbie, sans oublier les tensions entre le gouvernement grec et Sofia. D'ailleurs le missile récemment tombé par erreur de guidage dit-on, sur Sofia est peut-être un avertissement.

D'autre part, Milosevic a-t-il intérêt à une guerre sur terre ? Je crois que non, mais peut être pense-t-il que l'OTAN irait s'embourber dans une intervention terrestre mais ce serait de la folie. De toutes façons, il n'est pas possible de lire dans la psychologie de Milosevic. et, par ailleurs, Il y a sûrement des choses de caractère international qui nous échappent. Dans les Balkans, rien ne se passe de manière linéaire.

Cette possible intervention au sol peut être imaginée d'abord comme limitée, partant de l'Albanie ou de Macédoine pour ramener chez eux des réfugiés albanais du Kosovo. Quelques dizaines de milliers de soldats dans un cadre de *permissive environment* (c'est-à-dire dans une situation où il n'y aurait plus de défense serbe au Kosovo organisée par l'armée régulier) pourraient intervenir avec des pertes limitées. L'idée, est de présenter cette intervention sous la forme d'opérations quasi humanitaires qui ne dureraient que quelques jours, notamment pour éviter un vrai débat au Congrès des Etats-Unis. C'est un jeu très dangereux car il y aurait des réactions dans les opinions publiques américaines et européennes, sauf peut-être en Grande-Bretagne.

— Alors quelle issue possible ?

Le problème pour l'OTAN est de sauver la face. Les négociations portent aujourd'hui sur la nature de la force internationale qu'il faudra bien déployer au Kosovo. On part de la proposition russe d'une force à trois composantes : 30% Russie, 30% pays neutres, 30% OTAN. Les Russes seraient déployés au nord du Kosovo, proche de la Serbie, ce qui réaliserait *de facto* la partition. On ne peut plus faire autrement, mais on ne peut pas le dire. Si on le disait, il faudrait changer les frontières dans les Balkans.

Dans cette crise l'Occident n'a pas conçu une véritable stratégie régionale. Il réagit aux problèmes (la Croatie, ensuite la Bosnie et maintenant le Kosovo) sans avoir une idée de ce qu'il veut vraiment. C'est une position fondamentalement passive.

La leçon à tirer c'est la nécessité d'avoir une vision régionale, en commençant par un cessez-le-feu pour tenir une conférence qui règle tous les problèmes essentiels pour le développement politique et économique de la région. Si on ne fait pas cela, on va vers une crise majeure.

— **Vous faites allusion à une crise qui s'étendrait au-delà de la Yougoslavie actuelle ?**

Certainement. Le risque d'éclatement de la Macédoine est très grand. Et puis n'oubliez pas la Voïvodine dont on parle peu. Il faut rappeler que, dès 1992, le Premier ministre hongrois de l'époque, M. Antal, avait rappelé que la Hongrie avait été amenée à «donner» la Voïvodine à la Yougoslavie et pas à la Serbie. Et tout récemment, la Hongrie vient de parler de la nécessité de rediscuter le statut de la Voïvodine. Mais c'est sur la Russie que pèse le véritable risque : tout simplement son éclatement ; c'est ce qui explique la solidarité nuancée des Russes à l'égard de Milosevic. Ce n'est pas seulement la solidarité panslave et le réseau orthodoxe qui jouent, c'est aussi le fait que les Russes ont peur du Caucase, comme effet miroir de ce qui se passe en Yougoslavie. Hier chez vous, disent les Russes, demain chez nous, avec la Tchétchénie, le Daghestan, etc. L'OTAN aura créé au Kosovo un précédent d'intervention occidentale. C'est là le véritable problème. Le même discours vaut pour les Chinois et leurs problèmes de minorités.

— **Y a-t-il eu une stratégie spécifique des Etats Unis ?**

Les Etats-Unis ont joué un rôle majeur dans l'éclatement de la guerre en appuyant l'UCK vers l'été 1998, et ce à tous les points de vue : politique, militaire, diplomatique et même logistique, et ceci pour mettre en crise la stratégie non violente de Rugova et donner aux Albanais l'impression d'être appuyés par les Etats-Unis qui leur ont fait croire qu'ils enverraient des troupes à terre pratiquement en même temps que le déclenchement des frappes aériennes. Ils ont pensé que l'UCK était un facteur important pour déstabiliser Milosevic.

— **Et les Européens ?**

Les Européens et surtout les Français ont cru devoir montrer qu'ils existaient. Ils ont monté la «conférence» de Rambouillet; une «conférence» entre guillemets car les participants albanais et serbes ne discutaient

pas entre eux d'un accord impossible. Elle a été, en fait, l'occasion de faire éclater le très délicat équilibre créé pendant plusieurs années entre Milosevic et Rugova, une sorte de pacte non écrit, sur un statu quo prolongé par intérêt réciproque : les Albanais ne s'intégraient pas dans le système de pouvoir serbe (puisqu'ils ne votaient pas pour le Parlement serbe) et Rugova, pendant ce temps, pouvait acquérir un statut d'homme d'Etat financé par la diaspora et le trafic de la drogue. Il obtenait ainsi un véritable statut international.

A Rambouillet et à Paris, il n'y a pas eu de véritables négociations ou plus exactement elles furent réduites à une discussion à part entre l'UCK et les Etats-Unis qui voulaient la signature de l'UCK pour mettre les Serbes dans une situation impossible. Cela s'est fait entre la conférence de Rambouillet et celle Paris, lorsque l'UCK a été appelée à Washington pour signer un document modifié à l'intérieur duquel il était prévu une force de l'OTAN imposée pour toute la Yougoslavie et un référendum au bout de trois ans, ce qui était inacceptable du point de vue serbe.

D'une certaine manière donc — en désaccord avec les Européens — les Etats-Unis ont voulu la guerre. Selon le *Washington Post* la décision aurait été prise en janvier 99; l'idée étant qu'il était possible de se débarrasser de Milosevic par les bombardements.

— On a invoqué le «modèle Bosnie» pour montrer justement la possibilité d'un bombardement efficace qui aurait fait reculer Milosevic sur Sarajevo.

Aux Etats-Unis il existe désormais une discipline universitaire dite *Peace studies* : une nouvelle « science » dont l'objectif est d'établir des règles et des sortes de lois historiques pour le règlement des conflits. La leçon de la Bosnie aurait été que les Serbes avaient besoin d'être frappés pour céder (ce qui fut fait au cours de l'été 1995). C'est une erreur car Milosevic n'a pas cédé devant les bombardements puisqu'il y avait déjà eu un accord entre lui et les Etats-Unis avant qu'ils ne soient déclenchés contre les quelques irréductibles regroupés autour de Karadjic.

En outre, la Bosnie n'est pas le Kosovo. Milosevic est politiquement né au Kosovo, en 1987, contre son rival Stamboulic, non pas parce qu'il était nationaliste mais pour des raisons pragmatiques de conflit de pouvoir. Désormais, toute sécession du Kosovo ne peut qu'entraîner une crise majeure.

— **Et maintenant que peut-il se passer ?**

Je crois qu'une certaine désescalade a commencé ; d'abord sur le plan rhétorique on commence à oublier Hitler. Par ailleurs, il faut prévoir le rôle central qui sera joué par la Russie et les pays neutres d'Europe comme la Finlande, pour la phase finale des négociations et pour envoyer des troupes plus liées aux Russes. La décision finale sera prise par Clinton et Milosevic qui finira par accepter une force internationale militaire. Mais on discutera beaucoup de sa composition, de sa quantité, de son niveau d'armements, de son déploiement... et du rôle de l'ONU.

En clair, il faudra trouver un scénario qui permette aux deux protagonistes de sauver la face.

— **Et sinon ?**

Sinon la campagne de bombardements débouchera sur une intervention au sol et une capitulation de la Serbie, avec un embourbement prolongé dans les Balkans et une administration de l'OTAN sur la Yougoslavie en tant que telle. Mais j'ai encore l'espoir que, dans les chancelleries atlantiques, quelqu'un prépare une voie de sortie pour chanter victoire sans déclencher la Troisième Guerre mondiale. Il faudra un minimum de répondant du côté yougoslave. Est-il possible que tous les Serbes veuillent s'immoler pour le Kosovo au risque de l'anéantissement de leur patrie ?

— **Et pour l'Italie, quel pourrait être le bilan global ?**

Le résultat de cette guerre pourrait être pour nous doublement désastreux : nous aurions contribué à une fragmentation des Balkans avec toutes ses conséquences en termes économiques et sociaux et de surcroît - si l'on se réfère à ce que nous annonce Brezinski sur le test qu'aura constitué cette guerre pour l'OTAN -, nous n'aurions plus le parapluie de l'OTAN pour nous abriter, car nous n'aurions pas bien passé cette épreuve...

Entretien conduit par Bernard Ravenel